privilège et l'informe que la charte de ma ville est rédigée en français et en anglais et que dans la version anglaise la ville porte, le nom de Trois-Rivières.

M. Nielsen: Quoi qu'il en soit, le député membre du parti auquel il est opportun d'appartenir est maintenant, après avoir été indépendant, c'est une réaction typique de quiconque siège de son côté à la Chambre de prendre dix minutes pour répondre à une simple question qu'il a fallu une minute, tout au plus pour poser. Cela montre que le gouvernement actuel, bien que nouveau, comme on l'a signalé, professe la vieille politique de doute, d'incertitude et de confusion qui caractérisait nettement le précédent. Cet après-midi, je ne veux pas attribuer au premier ministre la responsabilité de ce piètre état de choses, car, après tout, il n'est ici que depuis peu. Comme d'autres, toutefois, je dirai que la situation ne s'est nullement améliorée. On a fait nettement ressortir ce matin et cet après-midi l'incertitude qui règne à l'égard des affaires extérieures. En fait de politique économique, non seulement il y a doute, mais tromperie pure et simple, ainsi qu'on l'a montré en termes non équivoques ce matin. La conduite des travaux de la Chambre s'est faite dans la confusion. Voilà les réalisations du gouvernement en très peu de temps. Nous avons un nouveau gouvernement, en effet, mais sa façon d'agir n'a rien de neuf. Les ministres gardent encore plus le secret au sujet des erreurs commises, car ils vivent dans la crainte d'être limogés s'ils n'ont pas la bouche cousue. L'incertitude règne quant à la politique relative à la Tchécoslovaquie. Notre politique vis-à-vis l'OTAN est marquée par la confusion, l'hésitation et une incroyable incohérence.

Quant à la conduite des travaux en cette Chambre, nous avons entendu mercredi dernier le premier ministre nous faire une incroyable proposition, celle d'accepter une manière de gouvernement absentéiste, puisque la moitié des ministres ne seraient pas présents à l'heure des interpellations. Qu'ont-ils à faire de si urgent? En sommes-nous arrivés au point où les ministres sont si occupés qu'ils ne peuvent passer à la Chambre une heure au plus chaque jour durant la période des questions? Les affaires de l'État sont-elles si insignifiantes qu'il ne faudrait pas contraindre un ministre à répondre tous les jours aux questions qui s'y rattachent? La réforme dans certains domaines législatifs essentiels n'a-t-elle pas de l'importance? Il y a eu des réductions d'apportées à l'amélioration des aéroports et aux services de navigation dans les airs, un des principaux aspects de la sécurité publique. Nous verrons-nous refuser les renseignements auxquels le public a droit

[M. Mongrain.]

parce que le ministre compétent ne se trouve pas ici pour être interpellé. La situation de nos Indiens n'est-elle pas assez lamentable pour exiger la présence des ministres responsables?

Le chômage sévit et il existe quantité d'autres problèmes d'une extrême gravité, comme celui de la main-d'œuvre. Voilà des problèmes engendrés par les normes établies par le gouvernement actuel. Maintenant, le premier ministre propose une manière de gouvernement absentéiste, comme je l'appelle, malgré les problèmes extrêmement pressants et urgents auxquels les ministres devraient apporter des réponses pertinentes. La période des interpellations n'est-elle pas importante? Si les ministres ne sont pas présents pour répondre aux questions, alors la période devient absolument stérile.

Je n'invoquerai pas les autorités en la matière car la proposition est très évidente. Les précédents remontent à si loin que je n'ai pas l'intention de défendre la période des interpellations, moment où les députés ont l'avantage de saisir le gouvernement de questions urgentes et graves. Je ne veux pas qu'on m'accuse de fonder mon argument sur le précédent simplement parce que je m'oppose au changement. Lorsque le premier ministre a fait sa déclaration l'autre jour, un député a dit qu'il ne fallait peut-être pas blâmer la période des questions. Le député de Trois-Rivières a fourni un indice de la raison pour laquelle la période des réponses est un facteur si important en ce qui concerne la modification de la formule. La bonne manière d'aborder ce problème n'est certes pas de permettre aux ministres de s'absenter à cette étape des travaux de la Chambre. En annonçant la nouvelle, le premier ministre n'a pas mis en cause la nécessité de la période des questions. Il a tout simplement fait une proposition unilatérale qui rendrait futile la période des questions. D'après *Le Devoir* du 9 mai, le premier ministre aurait dit que les ministres gaspillent au moins une heure par jour à jouer le jeu de la politique à la Chambre des communes et qu'on aurait peu de chose à perdre en établissant un régime qui libérerait les ministres des séances parlementaires fatigantes. Ce genre d'attitude, explique l'annonce du premier ministre mercredi dernier. Cette attitude porte atteinte aux droits de ceux qui nous ont envoyés ici pour scruter les actes du gouvernement au moyen de questions auxquelles il est tenu de répondre dans l'intérêt public.

Le ministre d'État du Québec—je crois qu'il détient un portefeuille aujourd'hui mais je ne sais trop lequel—a dit à Montréal le 2 juin, comme l'a rapporté la Presse canadienne le 3 juin, que le gouvernement voulait mettre fin aux débats inutiles. C'est l'attitude du cabinet.